

N° 49 CA/ du répertoire

N° 2004-136/CA1 du greffe

Arrêt du 18 Août 2011

Affaire : ADANGO Virgile et deux (02) autres

C/

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 04 octobre 2004 enregistrée au greffe de la Cour le 08 octobre 2004 sous le n° 137/GCS, par laquelle Maître Hélène KEKE AHOLOU, avocat à la Cour, conseil des nommés ADANDE Virgile, TOHOUNDE Gaston et de DJOSSOU Bonou Pierre, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté de débet n° 570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS/SA du 10 mai 2004 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la cour suprême ;


Vu la consignation légale constatée par reçu n° n°2964 du 25 octobre 2004 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller **Victor D. ADOSSOU** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



En la forme

Sur la recevabilité

Considérant qu'au soutien de leur recours, les requérants exposent :

Qu'ils ont été poursuivis par le Ministère Public dans l'affaire dite « des frais de justice criminelle » sous l'accusation de faux en écritures publiques, usages de faux en écritures publiques, détournement de deniers publics et de recel ;

Que la Cour d'assises par son arrêt en date du 04 juin 2004, a condamné Monsieur ADANGO A. Virgile à cinq (05) ans d'emprisonnement. Elle a acquitté Monsieur DJOSSOU Pierre au bénéfice du doute et TOHOUNDE Gaston purement et simplement ;

Que le Ministre des Finances et de l'Economie en son temps et plus précisément le 10 mai 2004, a pris un arrêté de mise en débet n° 570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS/SA qui les a rendus débiteurs envers l'Etat des sommes de F CFA :

- ADANGO Adandé Virgile : 3.998.276.310
- TOHOUNDE Gaston : 178.239.300
- DJOSSOU Bonou Pierre : 256.131.500

Qu'ils ont alors adressé un recours gracieux en date du 25 mai 2004 au Ministre des Finances et de l'Economie afin de solliciter de ce dernier, l'annulation dudit arrêté au motif qu'il viole les textes en vigueur en République du Bénin ;

Que n'ayant eu aucune réponse de cette autorité hiérarchique et conformément à la loi et par la présente requête, ils saisissent la Chambre administrative de la Cour suprême aux fins de voir régler ce contentieux ;

Qu'en effet, l'article 7 de l'ordonnance 69-5/PR-MEF du 13 février 1969 relative au statut des comptables publics dispose : « un comptable principal n'est subsidiairement responsable des opérations étrangères à son poste mais qu'il est tenu par les règlements de rattacher à sa gestion personnelle, que dans la mesure où ses propres fautes ou négligences ont permis de couvrir celles des comptables subordonnés » ;

Que l'article 82 alinéas 2 du décret n° 99-514 du 02 novembre 1999 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie dispose : « le Receveur Général des Finances est le

Comptable Principal de l'Etat. Il est également le Comptable Supérieur de tous les autres Comptables du Trésor » ;

Qu'il est malheureusement constaté que la responsabilité du Receveur Général n'est pas mise en jeu dans la procédure des frais de justice criminelle.

Qu'à aucun moment de la centralisation des opérations des postes comptables après vérification sur pièces, le Receveur Général des Finances n'a jamais relevé l'irrégularité de cette nature de dépenses ;

Que l'article 122 de l'arrêté n° 4798/SG du 25 octobre 1948 dispose quant à lui : « les magistrats qui ont délivré les mandats ou titres exécutoires et les officiers du Ministère Public qui y ont apposé leur signature sont responsables de tous abus ou exagération dans les taxes, solidairement avec les parties prenantes et sauf leur recours contre elles » ;

Que ces différents textes prévoient une responsabilité partagée entre les parties impliquées depuis l'émission des frais en passant par les parties prenantes et le contrôle de ces opérations de décaissement par les différentes structures du Ministère des Finance et de l'Economie qui à aucun moment, n'ont fait des observations contre ces décaissements ;

Que par ailleurs, l'article 11 alinéa 3 de l'ordonnance 69-5/PR/MEF du 13 février 1969, dispose, concernant la responsabilité du comptable public, que « cette responsabilité peut être levée lorsque le paiement est effectué sur réquisition de l'ordonnateur dans les conditions fixées par les textes en vigueur » ;

Qu'enfin, l'article 22 de l'ordonnance 69-5/PR/MEF du 13 février 1969 dispose : « En contre partie de la responsabilité pécuniaire qui leur est imposée dans les conditions fixées par la présente ordonnance, les comptables publics perçoivent une indemnité de responsabilité » ;

Qu'à ce jour, aucune indemnité de responsabilité n'est versée aux comptables publics, ce qui rend inadmissible la mise en cause de leur responsabilité pécuniaire ;

Que quant au cas particulier de Monsieur ADANGO Adandé Virgile, receveur des finances du Borgou du 1^{er} janvier 1996 au 30 juillet 1997, il a occupé les fonctions de directeur général adjoint du trésor du 31 juillet 1997 au 29 janvier 1998 puis celles de directeur général du trésor du 30 janvier 1998 au 13 janvier 1999 ;

Que conformément aux dispositions du décret n° 97-270 du 09 juin 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère en charge des Finances en vigueur au moment des faits, « Le Receveur Général

des Finances est le comptable principal de l'Etat. Il est également le comptable supérieur de tous les autres comptables du trésor » ;

Qu'à cet égard, le directeur général adjoint ou le directeur général du trésor qu'était Monsieur ADANGO Adandé Virgile, n'avait aucune responsabilité personnelle et pécuniaire dans les opérations de décaissement effectuées à la caisse de la recette générale des finances ;

Qu'il est donc difficilement soutenable au regard des textes en vigueur, qu'il soit mis en débet pour les décaissements effectués à cette caisse et relatifs aux frais de justice criminelle.

Que ce qui est plus difficile à comprendre est qu'on le mette en débet solidairement avec certains receveurs et caissiers pour des décaissements opérés dans le même cadre pendant qu'il n'était plus en fonction ;

Qu'ainsi, l'omission des dispositions de l'ordonnance n° 69-5/PR/MEF du 13 février 1969 et des autres textes qui régissent le fonctionnement de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique, est une cause évidente d'annulation de l'arrêté de débet querellé ;

Qu'eu égard à tout ce qui précède, ils sollicitent qu'il plaise à la Haute Juridiction de bien vouloir annuler l'arrêté de débet n° 570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS du 10 mai 2004 pour violation des dispositions légales et réglementaires ci après :

- articles 7, 11 alinéa 3 et 22 de l'ordonnance 69-5/PR-MEF du 13 février 1969 relative au statut des comptables publics ;
- article 122 de l'arrêté n° 4798/SG du 25 octobre 1948 ;
- article 82 alinéas 2 du décret n° 99-514 du 02 novembre 1999 ;
- décret n° 97-270 du 09 juin 1997.

Considérant que l'administration dans ses observations conclut :

Que l'arrêté de débet qui n'est qu'une pièce de la procédure judiciaire suivie contre les demandeurs est retiré du procès par son auteur ;

Que ledit arrêté n'a été pris que pour le procès engagé contre les requérants et n'est d'aucune utilité en dehors de ce cadre ;

Que les moyens des demandeurs à l'annulation, sont irrecevables pour autorité de la chose jugée au pénal, ou en tout cas mal fondés ;

Que ce faisant, le recours en annulation introduit par les sieurs Virgile ADANGO, Gaston TOHOUNDE et Pierre Bonou DJOSSOU contre l'arrêté de débet n°570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS/SA du 10 mai 2004 doit être rejeté ;

Qu'en effet par arrêt n° 2001-01/CJ-RI rendu le 11 avril 2003 par la Chambre judiciaire de la Cour suprême, les sieurs Virgile ADANGO, Gaston TOHOUNDE et Bonou Pierre DJOSSOU, agents du Trésor ont été mis en accusation pour complicité de faux et usage de faux en écritures publiques et authentiques, détournement de deniers publics et complicité, corruption et escroquerie qualifiée et ont été renvoyés devant la Cour d'assises pour y être jugés conformément à la loi ;

Qu'un arrêté de débet a été pris contre les mis en cause conformément à l'ordonnance n° 79-23 du 10 mai 1979 réprimant sur le plan pénal, les détournements, corruption, concussion et infractions assimilées commis par les Agents Permanents de l'Etat ;

Qu'à la suite des débats et confrontations qui ont eu lieu à la barre et qui ont permis aux accusés de réfuter ou reconnaître les titres établis en leurs noms ou qu'ils ont eux-mêmes confectionnés, payés ou perçus, l'Etat béninois, par l'organe du Ministre des Finances et de l'Economie, a été obligé d'annuler l'ancien arrêté de débet pour en prendre un autre tenant compte de ces éléments du débat ;

Que c'est l'objet de l'arrêté de débet n° 570/MFE/DC/AJT/ BGC/ ASS/SA du 10 mai 2004 constituant les accusés débiteurs de diverses sommes ;

Qu'à l'audience du 17 mai 2004, le Procureur Général près la cour d'appel de Cotonou qui a la direction des poursuites en matière pénale a, dans ses réquisitions, par suite d'une disqualification des faits, renoncé à poursuivre les accusés pour les faits de détournement de deniers publics, de concussion et d'escroquerie qualifiée ;

Qu'il n'a maintenu sa poursuite que pour les faits de faux et d'usage de faux, de complicité de faux et d'usage de faux, d'escroquerie et de complicité d'escroquerie, de recel d'escroquerie et de corruption active et passive, etc ;

Que la Cour d'assises, dans son verdict rendu le 04 juin 2004, a par suite d'une requalification des faits, retenu seulement contre les accusés, les délits d'escroquerie, de complicité d'escroquerie et de recel d'escroquerie ;

Qu'à l'ouverture des audiences de la Cour d'assises devant statuer sur les intérêts civils, l'Etat béninois, par l'organe de ses conseils, a tout



simplement retiré des débats, l'arrêté de débet devenu inutile par suite de l'abandon des poursuites pour détournement de deniers publics ;

Que c'est contre cet arrêté de débet que les sieurs Virgile ADANGO, Gaston TOHOUNDE et BONOU Pierre DJOSSOU ont introduit, devant la Haute Cour de céans, un recours en annulation arguant de son illégalité pour violation de diverses dispositions de textes ;

Que la réplique à ces différents griefs, pour être superflue, ne sera abordée qu'à titre subsidiaire tant le recours introduit par les demandeurs est sans objet ;

Considérant qu'au regard de ce développement, l'administration a conclu à l'irrecevabilité du recours pour défaut d'objet et d'intérêt et soutenu que la prise de l'arrêté de débet querellé, ne viole aucunement les dispositions légales et réglementaires invoquées par les requérants :

Que le recours devra par conséquent être rejeté.

Considérant que la décision attaquée par les requérants et dont ils sollicitent l'annulation est l'arrêté de débet n° 570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS/SA du 10 mai 2004 ;

Considérant que les requérants soutiennent qu'ils ont introduit leur recours gracieux le 25 mai 2004 ;

Que ledit recours gracieux adressé au ministre des Finances et de l'Economie est resté sans suite ;

Considérant que l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits, dispose : « Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux (02) mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux, vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois sus-mentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent.

Toutes les communications de pièces ont lieu sans frais par la voie administrative à la diligence du greffier de la Cour suprême. »

Considérant qu'il résulte de l'analyse du dossier à la lumière des dispositions ci-dessus rappelées, que les requérants, après avoir introduit leur recours gracieux le 25 mai 2004 et suite au silence de l'administration qui équivaut à un rejet implicite, doivent saisir la Cour suprême entre le 26 juillet et le 26 septembre 2004 de leur recours contentieux ;

Considérant que les requérants ont saisi la Cour suprême par une requête en date du 04 octobre 2004 enregistrée le 08 octobre 2004 au greffe de la Cour suprême sous le n° 1371/GCS ;

Qu'il apparaît ainsi que ledit recours a été introduit hors délai ;

Que n'ayant donc pas satisfait aux dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Cour suprême, le recours des requérants doit être déclaré irrecevable ;

Qu'en conséquence, le présent recours est irrecevable pour avoir été introduit hors délai.

Par ces motifs ,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 04 octobre 2004 de Messieurs ADANGO ADANDE Virgile, TOHOUNDE Gaston et DJOSSOU Bonou Pierre tendant à l'annulation de l'arrêté de débet n° 570/MFE/DC/AJT/BGC/ASS/SA du 10 mai 2004 pris par le Ministre des Finances et de l'Economie, est irrecevable.

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge des requérants.



Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

**Joséphine OKRY-LAWIN }
et {
Victor D. ADOSSOU }**

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix huit août deux mille onze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus et en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

AVOCAT GENERAL ;

Et de Maître **Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,


Grégoire ALAYE


Victor D. ADOSSOU


H. LOGOSSOU-MAHMA.-